



**FINANCES**

# **RENDEZ-VOUS SALARIAL LA CFDT IRA JUSQU'AU BOUT !**

**Les annonces du gouvernement lors du rendez-vous salarial sont loin d'être à la hauteur des attentes des agents de la Fonction publique !**

**Ceux-ci connaissent une année 2018 déjà particulièrement négative (gel de la valeur du point, compensation de la CSG sans gain de pouvoir d'achat, suspension des mesures sur les carrières et les rémunérations, rétablissement du jour de carence, augmentation des cotisations retraite).**

**Et pourtant, le gouvernement s'obstine à ne pas vouloir reconnaître la nécessaire hausse de pouvoir d'achat méritée par les agents.**

Si la CFDT Fonctions publiques a pu obtenir que le gouvernement examine certaines revendications (participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire, égalité professionnelle en matière de rémunération, GIPA - garantie individuelle du pouvoir d'achat -, frais de missions), le compte n'y est toujours pas !

**La CFDT continuera de tenter d'arracher des mesures favorables au pouvoir d'achat des agents.**

## **UN RENDEZ-VOUS SALARIAL AVANCÉ POUR LES AGENTS**

A la demande des organisations syndicales (sauf FO) et face à la mobilisation des agents le 10 octobre dernier, le rendez-vous salarial, prévu initialement en fin d'année, soit après les décisions budgétaires, a été avancé le 18 juin.

La CFDT ne pouvait attendre plus longtemps pour obtenir du gouvernement la hausse de la valeur du point d'indice, des mesures correctrices à la hausse de la CSG et sa compensation dégressive, au rétablissement du jour de carence...

La CFDT a également agi pour ouvrir des discussions sur tous les autres leviers constituant le pouvoir d'achat des agents (frais de déplacements, participation de l'État employeur à la protection sociale complémentaire, etc.)

## **UN RENDEZ-VOUS SALARIAL MANQUÉ POUR LE GOUVERNEMENT**

Le gouvernement a confirmé le gel de la valeur du point et pour l'année 2019. Ce n'est pas une surprise tant ce gouvernement ne considère la Fonction publique que comme un coût qu'il faut réduire à travers la politique salariale et les suppressions d'emplois.

 @fedefinancescfdt

 @cfdtfinances

**CFDT-FINANCES.FR**

## LES ANNONCES

Malgré ces mauvaises nouvelles pour les agents, la CFDT n'a pas quitté la table des négociations et a rappelé ses revendications et propositions.

Le gouvernement a acté pour les agents des ministères économiques et financiers :

- confirmation que la **mise en œuvre de PPCR** reprendra au **1<sup>er</sup> janvier 2019**,
- confirmation qu'une **négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** aura lieu à l'automne, qui portera sur une obligation de résultat,
- confirmation que la **GIPA sera mise en œuvre en 2018**,
- **revalorisation des frais de mission** : taux de nuitée augmentés à 110 € pour Paris, 90 € pour les villes de plus de 200 000 habitants et la métropole du grand Paris, 70 € pour les autres communes contre 60 € aujourd'hui – des revalorisations sont également prévues dans les territoires d'Outre-Mer), indemnité de 120 € pour les travailleurs handicapés et indemnité kilométrique revalorisée de 17%,
- confirmation de l'ouverture du chantier de la participation financière des employeurs à la **protection sociale complémentaire** dès que le bilan de la situation en cours aura été rendu par l'IGAS,
- revalorisation de 10 euros par jour épargnés sur le CET et à l'abaissement du seuil déclencheur de la **monétisation du CET**, dans un premier temps pour la FPE et la FPT,
- ouverture d'un nouveau chantier sur l'**accès au logement** intermédiaire et l'augmentation de l'aide à l'installation.

## L'ABSENCE DE MESURES GÉNÉRALES NOUVELLES ET... DES CHANTIERS

La CFDT Finances considère que le gouvernement n'a pas les moyens d'une politique salariale à la hauteur de sa Fonction publique. L'absence de revalorisation de la valeur du point d'indice en est la preuve. Il préfère prendre à tous pour donner à quelques-uns à travers sa rémunération « au mérite » que la CFDT Finances juge inadaptée, inefficace et inutile.

Et que dire de ces chantiers qui, pour certains, sont ouverts depuis des années ! Nous pensions que ce rendez-vous salarial nous annoncerait des mesures concrètes, comme le financement de l'accès à l'égalité professionnelle. Il n'en est rien. Tout est remis à plus tard. De même pour l'égalité professionnelle qui ne trouve aucune proposition de mesure salariale.

La qualité du dialogue social se mesure également à la capacité à écouter, discuter et à apporter des solutions aux requêtes des agents et à leurs représentants !

La seule mesure générale visible à court terme pour les agents reste PPCR dont le coût a été évalué par la Cour des Comptes à 5 milliards d'euros.

La CFDT Fonctions publiques continuera donc jusqu'au bout à se battre dans les négociations pour arracher des mesures supplémentaires.

Elle appelle le gouvernement à décider des mesures de revalorisation du pouvoir d'achat des agents, à enfin reconnaître leur travail et leur engagement professionnel au service de l'ensemble des usagers.

**La CFDT Finances continuera de son côté à proposer des revendications sur les carrières et les rémunérations (taux de promotions, mesures catégorielles).**

### PPCR : UN TIENT VAUT MIEUX QUE RIEN TU AURAS !

Les faits donnent raison à la CFDT d'avoir signé le protocole PPCR qui est la garantie d'une carrière mieux rémunérée. On voit aujourd'hui où nous aurait amené le pari hasardeux d'une nouvelle négociation. Au final, la mise en œuvre de PPCR sera la seule mesure générale déjà actée pour les agents en 2019.

« *Domage que toutes les organisations syndicales n'aient pas eu le courage de s'y engager. Elles auraient pu éviter de réclamer aujourd'hui l'application de ce qu'elles combattaient encore il y a deux ans.* » Laurent Berger, 6 juin 2018.